

# Les infos

Vendredi 31 Août 2007



## RISQUE ÉLEVÉ

On ne saurait mieux apprécier le niveau de risque pris par les concepteurs d'un projet baptisé « Performance GEDS », qualifié par ces derniers de « nouvel outil d'évaluation ». N'ayant pas été rassurés par les juristes maisons, ils s'interrogent sur le risque élevé d'une « levée de bouclier » que provoquerait une consultation du CE des services centraux, et du retard de plusieurs mois qu'elle pourrait entraîner. Leur préférence va donc à ne pas passer par cette étape... et donc à griller carrément leurs obligations pour mettre en œuvre le projet début septembre. Pour un risque élevé, c'est un risque élevé, d'autant que maintenant tout le monde va être au courant ! Mais la méthode choisie illustre malheureusement une conception des rapports sociaux qui est bien plus archaïque que l'archaïsme dont sont régulièrement accusés les syndicalistes, particulièrement ceux de la CGT. Tout ça pour éviter quelques mois de retard pour un projet qui n'a rien de vital, même s'il est particulièrement dangereux. De quoi s'agit-il ? Nos infos avaient fait état en 2005 d'un précédent à ITEC baptisé 360°. Cette fois-ci, une expérience limitée à 50 à 70 managers de GEDS, ex DEAI, précéderait une éventuelle extension à SGCIB. En affichant clairement qu'il s'agit « d'un nouvel outil

d'évaluation », l'expérience contrevient de manière flagrante à l'article 36 de la convention collective, puisque le processus suivi en est fondamentalement différent. On y retrouve un processus d'auto-évaluation, et de « feedbacks croisés », ce qui signifie en clair que tout le monde note tout le monde... bonjour l'ambiance ! La quinzaine de questions posées est d'une philosophie subjective, très anglo-saxonne, du genre « Est-ce que son comportement correspond aux valeurs de GEDS ? »... philosophie tout aussi éloignée de l'évaluation définie par la convention collective qui s'efforce de s'en tenir à des critères à peu près objectifs, et qui garantit au salarié un droit de réponse. Et au final, histoire de rendre encore plus aléatoire le droit d'accès de chaque salarié aux données le concernant, la gestion serait confiée à une société suisse pour la modique somme de 120€ par évalué... la conclusion de ce triste épisode est que la direction a ajouté le risque pénal aux autres risques qu'elle devra affronter devant les instances représentatives du personnel... sans parler de la question de confiance qu'elle aurait du mal à faire voter !

## SYNDICAT POLITISÉ

On ne pouvait pas laisser passer, nous qui sommes, avons été, si souvent accusé de « faire de la politique »... car s'il est un syndicat qui ne se gêne pas, c'est bien le... MEDEF ! Cette année encore, Laurence Parisot et ses affiliés, dont notre PDG, a exprimé la satisfaction de son organisation de voir leur invité permanent de plusieurs années devenu Président de la République... Lequel, juste retour d'ascenseur, est venu détailler auprès d'eux son programme qui, comme par hasard, correspond aux vœux de ses auditeurs qui ont pu abondamment l'applaudir comme les groupies d'une star... si ce n'est pas de la politique, on se demande ce que c'est !



CGT Société Générale - SPB Société Générale  
Paris La Défense 92972 CX - 01.42.14.30.68  
cgt.sg@wanadoo.fr - spb.sg@laposte.net  
Internet : [www.premiumwanadoo.com/cgt.sg/](http://www.premiumwanadoo.com/cgt.sg/)  
Intranet : Portail SG, Salariés France, Espace syndical, CGT